

# CAHIER DES CHARGES- Méthodologie de reporting des déchets d'activités économiques

DEC /SVD  
Rédaction : Guillaume BASTIDE

01/06/2026 – Vf

## TABLE DES MATIERES

1. Éléments de contexte.....	3
1.1. Les activités de l'ADEME .....	3
1.2. Contexte de l'étude .....	3
1.2.1. Les obligations réglementaires.....	3
1.2.2. Bilan national réalisé par le MTE/CGDD/SDES .....	4
2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation à réaliser .....	5
2.1. Finalités et objectifs .....	5
2.2. Périmètre de la prestation .....	6
2.3. Détail de la prestation .....	6
3. Organisation et pilotage de la prestation.....	8
3.1. Encadrement et suivi de la prestation.....	8
3.2. Calendrier de réalisation des prestations.....	8
4. Annexes .....	9

# 1. Éléments de contexte

## 1.1. Les activités de l'ADEME

### L'ADEME EN BREF

Au cœur des missions qui lui sont confiées par le ministère de la Transition écologique, le ministère en charge de l'Energie et le ministère en charge de la Recherche, l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - partage ses expertises, coordonne le financement et la mise en œuvre de projets de transformation dans plusieurs domaines : énergie, économie circulaire, décarbonation, industrie, mobilité, bâtiment, qualité de l'air, alimentation, adaptation et sols.

Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, et leur donne les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. Elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un Établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de l'ADEME : [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## 1.2. Contexte de l'étude<sup>1</sup>

### 1.2.1. Les obligations réglementaires

Les déchets d'activités économiques (DAE) sont les déchets issus des activités professionnelles (hors ménages). Des précisions sont apportées page 5 sur le périmètre exact.

Les lois LTECV (2015) et AGEC (2020) ont renforcé les obligations relatives aux Déchets d'Activités Economiques (DAE), en fixant :

- des objectifs de réduction spécifiques à ces déchets;
- ainsi que des objectifs de tri à la source, de recyclage et de réduction de la mise en décharge.

Ces lois ont également conduit à intégrer progressivement davantage de DAE dans les filières à responsabilité élargie du producteur (REP). Les déchets plastiques et ceux du bâtiment sont

particulièrement ciblés, avec de nouvelles filières REP en cours de déploiement. Les biodéchets sont également un flux prioritaire notamment avec la généralisation du tri à la source.

Le ministère de la Transition écologique (MTE, via la DGPR et le CGDD/SDES) et l'ADEME ont lancé un travail d'« Observation des déchets des activités économiques ». Ce projet vise à :

- améliorer le suivi de la performance de gestion de ces déchets (dont leur harmonisation) ;
- évaluer l'efficacité des politiques qui les encadrent ;
- et mesurer l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux.

Suite à la publication du règlement n° 849/2010, les États membres doivent suivre la production et le traitement de l'ensemble des déchets (et pas seulement des déchets municipaux).

Ce cadre permet

- une harmonisation statistique au niveau européen ;
- une transmission biennale des données à Eurostat.

Pour la France les données sont accessibles ici :

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=dataset&datasetId=6622107a0a16ec992700eab5&tab=datafiles>

Au-delà de ce règlement, les États membres doivent transmettre à Eurostat les données nécessaires pour :

- assurer le suivi de la production de déchets et de leur traitement ;
- évaluer l'atteinte de l'objectif de valorisation matière de 70% des déchets de construction et de démolition (fixé par la directive 2008/98/CE, dite « directive cadre déchets »).

Dans ce contexte, un rapport détaillé annuel (ou « rapportage ») sur la production et le traitement de ce flux est demandé par la Commission européenne.

### 1.2.2. Bilan national réalisé par le MTE/CGDD/SDES

Ce bilan national sur la production et le traitement des DAE est réalisé tous les deux ans par le MTE/CGDD/SDES, selon une méthodologie encadrée par le règlement statistique sur les déchets (RSD). Guide Eurostat <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/w/ks-gq-24-009>

Un ensemble de bases de données (Federec, Cerema, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, INSEE, ADEME BEDERU, CGDD, cf.figure ci-dessous) permet de suivre la production et le traitement des Déchets d'activités économiques.

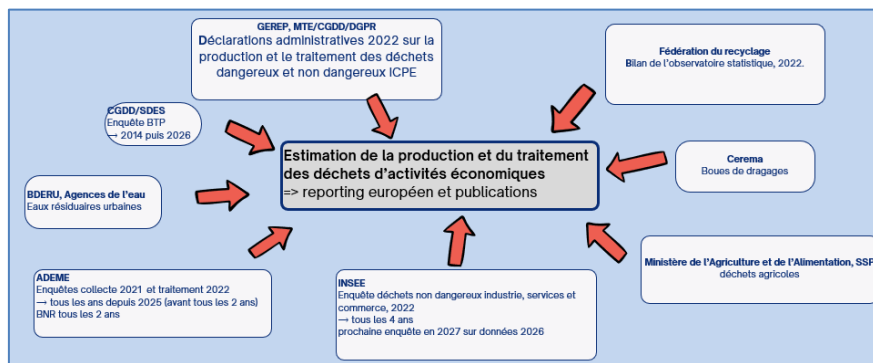


Figure 1 : Ensemble des bases de données permettant de réaliser les estimations de production et de traitement

Cependant, le croisement de ces bases, bien qu'essentiel pour fiabiliser les données, se heurte à des défis majeurs :

- l'hétérogénéité des bases existantes (identifiants, nomenclatures, et champs non systématiquement comparables) ;
- la complexité de leur harmonisation et de consolidation.

Les principales bases de données et enquêtes existantes sont listées dans l'annexe 1.

## Outils informatiques

Le logiciel SAS est actuellement utilisé pour l'exploitation des bases de données et la réalisation des traitements statistiques, via des programmes existants. Ils ne seront toutefois pas transmis au bureau d'études.

À terme, SAS sera remplacé par l'outil R, et l'ensemble des traitements devra être migré sous cet environnement.

## Résultats

A partir de ces bases de données et de leur savoir-faire méthodologique, le MTE/CGDD dresse un état des lieux national portant sur :

- la production des déchets par branche d'activité économique ;
- et le traitement des déchets sur le territoire national, tous secteurs économiques confondus.

Données publiées : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=dataset&datasetId=6622107a0a16ec992700eab5&tab=datafiles>

## 2. Les attentes de l'ADEME vis-à-vis de la prestation à réaliser

### 2.1. Finalités et objectifs

Dans la présente étude, le MTE (DGPR et CGDD) ont chargé l'ADEME de faire le point sur la méthodologie de reporting du règlement statistique déchets (RSD) sur les DAE, actuellement appliquée par le CGDD/SDS.

Les objectifs sont de :

1. formaliser par écrit la méthodologie ;
2. et identifier les axes d'amélioration.

Cette étude doit contribuer à renforcer la connaissance nationale des déchets d'activités économiques afin d'améliorer le pilotage des politiques publiques, l'évaluation des dispositifs de prévention, de recyclage et de valorisation, ainsi que le suivi des objectifs nationaux et européens

## 2.2. Périmètre de la prestation

Les déchets d'activités économiques (DAE) sont les déchets issus des activités professionnelles (hors ménages). Ils proviennent des secteurs suivants :

- les entreprises industrielles et artisanales ;
- le secteur tertiaire : services, hôtels et restaurants, commerces (y compris marchés), administrations (y compris ceux produits par le service hygiène et propreté) et services publics
- de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche ;
- les services de gestion des déchets, de dépollution ou d'assainissement ;
- les entreprises de la construction et de la démolition.

Certains déchets, dont la gestion ne nécessite pas de sujétions techniques, peuvent être pris en charge par le service public de gestion des déchets (SPGD). Ils sont alors considérés comme des déchets « assimilés » aux déchets ménagers. Bien qu'assimilés aux déchets ménagers pour leur collecte, ils restent classés comme DAE.

Le périmètre géographique couvre le territoire métropolitain, ainsi que les DROM-COM.

## 2.3. Détail de la prestation

A partir de la méthodologie actuelle expliquée par le CGDD/SDES, et du guide Eurostat précité, le prestataire devra produire une documentation technique présentant clairement :

- la méthodologie applicable pour les futurs reportages (basé sur la méthode actuelle) ;
- les améliorations identifiées par rapport à la méthodologie actuelle ;
- les axes à améliorer.

Cette documentation devra être réalisée de telle sorte que la méthodologie puisse être suivie et comprise par la suite par d'autres acteurs (CGDD, DGPR ou ADEME), qu'ils aient ou non participé à cette étude.

Elle décrira en particulier pour chaque source utilisée :

- la structure détaillée ;
- les processus d'import (adresse des sites internet ou des organismes détenteurs....) ;
- les modalités de leur utilisation (filtres...).

Elle détaillera pour chacun des 51 déchets concernés la méthodologie utilisée pour estimer sa production en France par secteur d'activité (19 au total) avec les hypothèses de calcul (ratio de

conversion, passage entre nomenclatures, ...). Pour davantage de précisions, voir le guide européen : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/w/ks-gq-24-009>.

La valeur des estimations sera calculée pour chaque croisement de déchet et d'activité économique.

Pour le secteur agriculture, sylviculture et pêche, les estimations existantes seront utilisées, dans l'attente d'une révision méthodologique complète (voir annexe 2).

Une analyse similaire sera menée pour les quantités traitées en France par filière de traitement (incinération avec et sans récupération d'énergie, recyclage, remblayage, mise en décharge, épandage/rejet dans le milieu aquatique) en précisant les hypothèses retenues (ratio de conversion, passage entre nomenclatures, ...). La valeur des estimations sera calculée pour chaque croisement de déchet et de type de traitement.

### **Précision : Cette étude ne vise pas à modifier les enquêtes et les bases de données existantes.**

L'objectif principal de l'étude est la formalisation et l'analyse critique de la méthodologie actuelle. La production d'estimations vise uniquement à illustrer et vérifier la bonne compréhension de cette méthodologie.

### **Validation et axes d'amélioration**

La méthodologie fera l'objet de tests avec le SDES et l'ADEME pour valider sa clarté. Le SDES disposant de l'accès aux bases confidentielles, il pourra vérifier l'exactitude.

Quelques axes d'améliorations ont d'ores et déjà été repérés (sans exhaustivité) :

- identifier les flux à enjeux (gisements importants et méconnus) ;
- compléter les données manquantes (production ou traitement non complètement estimé) ;
- fiabiliser les données ;
- proposer des méthodes d'estimation pour éviter que les données manquantes ne soient considérées comme nulles ; en ciblant les secteurs d'activité ou flux directement orientés vers les recycleurs ou les courtiers (et non tracés dans les bases disponibles) ;
- éviter les sources potentielles de double-compte (entre les assimilés et non assimilés, et entre les déchets primaires, secondaires et tertiaires) et proposer des moyens à mettre en place pour les éviter ;
- mobiliser les données DAE en termes de collecte et de traitement déjà disponibles et mobilisables auprès des fédérations professionnelles ;
- identifier les acteurs à intégrer dans l'enquête Traitement et les questions associées pour produire ces données complémentaires.

La méthodologie actuelle peut probablement être améliorée : de nouvelles sources de données ont émergé (telles que Trackdéchets) et certains coefficients d'expertise ont pu évoluer. Elle mérite donc d'être réexaminée. Ce travail permettra aussi de documenter les flux de déchets aujourd'hui insuffisamment pris en compte ou mal estimés faute de données, et d'identifier les évolutions nécessaires du système d'information français sur les déchets.

Une priorisation des recommandations sera réalisée en fonction de :

- l'impact sur la qualité des données ;

- la faisabilité technique ;
- le coût de mise en œuvre ;
- les besoins réglementaires.

#### Sources documentaires :

- Données RSD pour la France : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/catalogue?page=dataset&datasetId=6622107a0a16ec992700eab5&tab=datafiles>
- Guide Eurostat explicitant les attentes et la méthodologie commune aux états membres : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/w/ks-gq-24-009>

#### Collaboration avec le SDES

La réalisation de la prestation nécessite la transmission des pratiques du CGDD/SDES.

Le référent RSD du CGDD/SDES s'engage à :

- 3 rendez-vous en présentiel à Orléans ;
- 1 heure par semaine en distanciel pour répondre aux demandes.

### 3. Organisation et pilotage de la prestation

#### 3.1. Encadrement et suivi de la prestation

Le comité de pilotage (COPIL) qui suivra l'étude sera composé de représentants du CGDD/SDES, de la DGPR et de l'ADEME (Direction de l'Economie Circulaire, Service Valorisation des Déchets et Service Coordination Evaluation Valorisation). Il se réunira pour :

- la réunion de lancement de la prestation, à Paris ;
- la réunion intermédiaire de validation, en distanciel ;
- la réunion de fin de prestation, à Paris.

Ces 3 réunions seront complétées par 6 points en visio-conférence entre le référent du CGDD/SDES, de l'ADEME et le prestataire retenu.

#### 3.2. Calendrier de réalisation des prestations

Le délai d'exécution maximal de la prestation est de 6 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché y compris les périodes de validation des livrables finaux.

Le prestataire présentera dans son offre un calendrier en cohérence avec les travaux prévus et la méthodologie de travail retenue.

La prestation conduira aux productions suivantes :

- des comptes rendus à la suite des différentes réunions réalisées ;



- un rapport final comprenant :
  - la méthodologie ;
  - un tableau avec les sources de données et leur qualification ;
  - un schéma des flux de données et des traitements ;
  - 2 matrices de données : une croisant les 51 types de déchets avec les 19 activités économiques et une croisant les 51 types de déchets avec les 6 types de traitement pour une année donnée à discuter ;
  - et les recommandations (méthode de calcul, éviter les doubles comptes, données manquantes, etc.).

Le rapport final devra être structuré de manière opérationnelle afin de permettre sa réutilisation directe par le CGDD, la DGPR et l'ADEME. Il devra notamment distinguer :

- la description des sources
- la méthodologie de calcul
- les hypothèses retenues
- les limites identifiées
- les propositions d'amélioration

Le prestataire soumettra au plus tard 60 jours avant la fin du contrat la version provisoire du rapport final. Les commentaires du comité de pilotage seront transmis au prestataire dans un délai de 1 mois, le candidat ayant un délai de 1 mois pour intégrer ces remarques.

Après validation, le rapport final, sera transmis à l'ADEME sous forme informatique. Une attention particulière sera portée à la qualité de la rédaction des documents finaux.

## 4. Annexes

### Annexe 1 : Bases de données

- **GEREP** est la plateforme de déclaration annuelle des émissions polluantes (dont les déchets) destinée aux exploitants d'établissements soumis à autorisation ou à enregistrement (à l'exception des élevages). Environ 15 000 établissements en France sont soumis à l'arrêté GEREP chaque année, répartis sur plus de 500 activités. Les rubriques relatives aux déchets comprennent notamment la quantité de déchets produits, le code déchets, leur destination ainsi que les opérations de traitement réalisées.
- **Trackdéchets** : Trackdéchets est une plateforme qui permet d'assurer la traçabilité des déchets dangereux et de l'amiante en France. Il intègre le Registre National des Déchets et des Terres Excavées et Sédiments (RNDTS).
- **SINOE** : La base de données SINOE® (Système d'Information National sur les déchets et l'Économie circulaire), gérée par l'ADEME, est l'outil national de référence pour le suivi des déchets ménagers et assimilés. Elle rassemble des données portant sur les quantités de déchets collectés, leurs modes de collecte (porte-à-porte, apport volontaire, déchèteries), les filières de traitement et de valorisation (recyclage, compostage, incinération, stockage), ainsi que des indicateurs économiques (coûts, financements).

- **Données RSD des pays européens :**

- Production de déchets :  
[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/env\\_wasgen/default/table?lang=fr&category=env.env\\_was.env\\_wasgt](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/env_wasgen/default/table?lang=fr&category=env.env_was.env_wasgt)
- Traitement de déchets :  
[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/env\\_wastrt/default/table?lang=fr&category=env.env\\_was.env\\_wasgt](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/env_wastrt/default/table?lang=fr&category=env.env_was.env_wasgt)

**Les enquêtes de l'INSEE, de l'ADEME et du SDES**

**L'INSEE réalise tous les 4 ans une enquête sur la production des déchets non dangereux dans l'industrie et dans le tertiaire (commerce et services)**

Le champ de l'étude couvre les établissements de 10 salariés ou plus de l'industrie manufacturière en France et de plus de 20 salariés pour l'enquête sur les déchets du commerce et des services.

L'enquête INSEE sur les DAE fournit des ratios par secteur, exploités par les ORDEC, mais l'accès est très encadré et lourd. Le croisement INSEE/URSSAF permet de modéliser les gisements territoriaux. Une meilleure coordination nationale/régionale est jugée nécessaire pour harmoniser les méthodes.

Concernant l'enquête de l'INSEE, la partie traitement des déchets est peu robuste car très dépendante de la déclaration des producteurs qui ne connaissent pas tous la destination de leurs déchets.

**Prochaine enquête : réalisée en 2027 sur les données 2026.**

**L'ADEME réalise tous les deux ans (et depuis 2025 tous les ans) l'enquête traitement qui couvre partiellement les déchets d'activités économique.**

Cependant, pour les traitements intermédiaires (et notamment centres de tri), l'enquête traitement, même élargie, ne permettra pas, dans son format actuel, d'avoir accès aux DAE **effectivement recyclés**.

**L'ADEME réalise aussi tous les deux ans le Bilan National du Recyclage (BNR).** Il dresse une vision consolidée des quantités de déchets recyclés et incorporés en France par grands matériaux et par filières de recyclage. Le bilan renseigne surtout des volumes globaux de matières recyclées et incorporées, sans distinguer l'origine des matières incorporées. Il ne permet donc pas à date de distinguer de façon systématique, l'incorporation issue des déchets ménagers de celle provenant des DAE. Source des données : fédérations professionnelles, rebouclage avec données DSREP, Enquête Collecte, douane...

**Le SDES a réalisé en 2014 une enquête sur la production et le traitement des déchets du BTP.**

Cette enquête a été reconduite en 2025 sur les données 2024. Des premiers résultats devraient être disponibles fin juin 2026.

## Annexe 2 Cas particulier des données agricoles

La statistique agricole ne donnant pas d'information directe sur les déchets, leur estimation pour le secteur « agriculture, sylviculture et pêche » a fait l'objet d'une étude en 2005 (<https://side.developpement-durable.gouv.fr/Default/doc/SYRACUSE/356062/les-dechets-de-l-agriculture-en-france-essai-de-quantification>) et d'une actualisation pour 12 types de déchets en 2014.

Vingt ans après la première étude, il devient nécessaire de mettre à jour la méthodologie d'estimation. De nouvelles sources de données (filières REP notamment), sont désormais disponibles, les pratiques agricoles ont évolué (recours au numérique, installation de panneaux photovoltaïques, etc.) générant de nouveaux types de déchets, et certains flux auparavant jugés négligeables sont aujourd'hui devenus significatifs. Ainsi le SDES va lancer un appel d'offres afin de réexaminer en profondeur la méthodologie jusqu'alors utilisée pour estimer le gisement de déchets générés par le secteur « agriculture, sylviculture et pêche ».

Ainsi, pour ce secteur, la présente étude retiendra les estimations actuelles, la révision approfondie de la méthodologie étant prévue dans un autre appel d'offre.